



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-142830>

Département(s) de publication : **971**

Annonce n° **25-142830**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : CA Sud Basse-Terre

Forme juridique de l'acheteur : Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : PRESTATIONS DE CONSEIL ET DE REPRÉSENTATION JURIDIQUES POUR LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION GRAND SUD CARAÏBE

Description : PRESTATIONS DE CONSEIL ET DE REPRÉSENTATION JURIDIQUES POUR LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION GRAND SUD CARAÏBE

Identifiant de la procédure : a27e78b3-db2d-4831-8cfd-75b3d9228439

Type de procédure : Ouverte

La procédure est accélérée : non

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 79100000 Services juridiques

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 79110000 Services de conseils et de représentation juridiques

2.1.4 Informations générales

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.5 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre : 5

Conditions du marché :

Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire dans le cadre de marchés : 5

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Prestations de conseil et de représentation dans le domaine du droit de la Fonction Publique Territorial et du droit du travail.

Description : Prestations de conseil et de représentation dans le domaine du droit de la Fonction Publique Territorial et du droit du travail.

Identifiant interne : DG-25009-1

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79100000 Services juridiques

Nomenclature supplémentaire (cpv): 79111000 Services de conseil juridique

5.1.3 Durée estimée

Durée : 12 Mois

5.1.5 Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre : 400,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : non

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-securises.fr>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-securises.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 05/02/2026 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 180 Jour

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :

Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué : Dans le cas où les entreprises ont présenté leur candidature sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises, l'acheteur public les informe qu'en cas d'attribution du marché à un tel groupement, il imposera, au sens des articles R 2142-22 du code de la commande publique, la désignation d'un mandataire solidaire, en vue d'avoir un responsable unique et solidaire pour l'entier marché pour la bonne exécution du marché. Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire doit ainsi obligatoirement être désigné dans l'acte d'engagement et être solidaire de chacun des membres du groupement.

Informations relatives aux délais de recours : Le règlement amiable des différends et litiges relatifs à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché se fera dans les conditions prévues au CCAG PI. En cas de litige entre les parties contractantes et à défaut d'accord amiable, le différend sera porté devant la juridiction territorialement compétente : Tribunal administratif de la Guadeloupe 34, chemin des Bougainvilliers Guillard 97100 Basse-Terre Téléphone : 05 90 81 45 38 Télécopie : 05 90 81 96 70 Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, avec remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 50

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de la Guadeloupe

Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de fiscalité, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée : Tribunal administratif de la Guadeloupe

Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de protection de l'environnement, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée : Tribunal administratif de la Guadeloupe

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Tribunal administratif de la Guadeloupe

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : Tribunal administratif de la Guadeloupe

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de la Guadeloupe

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002

Titre : Prestations de conseil et de représentation dans le domaine du droit public économique (Marché Public – Délégation de Service Public – Contrats de partenariat et opérations contractuelles complexes), droit des finances publiques locales

Description : Prestations de conseil et de représentation dans le domaine du droit public économique (Marché Public – Délégation de Service Public – Contrats de partenariat et opérations contractuelles complexes), droit des finances publiques locales

Identifiant interne : DG-25009-2

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79100000 Services juridiques

Nomenclature supplémentaire (cpv): 79111000 Services de conseil juridique

5.1.3 Durée estimée

Durée : 12 Mois

5.1.5 Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre : 600,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : non

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-securises.fr>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-securises.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 05/02/2026 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 180 Jour

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué : Dans le cas où les entreprises ont présenté leur candidature sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises, l'acheteur public les informe qu'en cas d'attribution du marché à un tel groupement, il imposera, au sens des articles R 2142-22 du code de la commande publique, la désignation d'un mandataire solidaire, en vue d'avoir un responsable unique et solidaire pour l'entier marché pour la bonne exécution du marché. Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire doit ainsi obligatoirement être désigné dans l'acte d'engagement et être solidaire de chacun des membres du groupement.

Informations relatives aux délais de recours : Le règlement amiable des différends et litiges relatifs à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché se fera dans les conditions prévues au CCAG PI. En cas de litige entre les parties contractantes et à défaut d'accord amiable, le différend sera porté devant la juridiction territorialement compétente : Tribunal administratif de la Guadeloupe 34, chemin des Bougainvilliers Guillard 97100 Basse-Terre Téléphone : 05 90 81 45 38 Télécopie : 05 90 81 96 70 Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, avec remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 50

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de la Guadeloupe

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de la Guadeloupe

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0003

Titre : Prestations de conseil et de représentation dans le domaine du droit de la Fonction Publique Territoriale et du droit du travail.

Description : Prestations de conseil et de représentation dans les autres domaines du droit public (Droit de l'intercommunalité – Responsabilité administrative – Droit pénal etc.), droit général des collectivités territoriales, droit de l'environnement, droit de l'urbanisme, aménagement territorial et foncier.

Identifiant interne : DG-25009-3

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79100000 Services juridiques

Nomenclature supplémentaire (cpv): 79111000 Services de conseil juridique

5.1.3 Durée estimée

Durée : 12 Mois

5.1.5 Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre : 400,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : non

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-securises.fr>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : www.marches-securises.fr

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 05/02/2026 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 180 Jour

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué : Dans le cas où les entreprises ont présenté leur candidature sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises, l'acheteur public les informe qu'en cas d'attribution du marché à un tel groupement, il imposera, au sens des articles R 2142-22 du code de la commande publique, la désignation d'un mandataire solidaire, en vue d'avoir un responsable unique et solidaire pour l'

entier marché pour la bonne exécution du marché. Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire doit ainsi obligatoirement être désigné dans l'acte d'engagement et être solidaire de chacun des membres du groupement.

Informations relatives aux délais de recours : Le règlement amiable des différends et litiges relatifs à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché se fera dans les conditions prévues au CCAG PI. En cas de litige entre les parties contractantes et à défaut d'accord amiable, le différend sera porté devant la juridiction territorialement compétente : Tribunal administratif de la Guadeloupe 34, chemin des Bougainvilliers Guillard 97100 Basse-Terre Téléphone : 05 90 81 45 38 Télécopie : 05 90 81 96 70 Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, avec remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 50

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de la Guadeloupe

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de la Guadeloupe

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0004

Titre : Prestations de conseil et de représentation dans le domaine du droit privé général, du droit des nouvelles technologies de l'information, de la communication

Description : Prestations de conseil et de représentation dans le domaine du droit privé général, du droit des nouvelles technologies de l'information, de la communication

Identifiant interne : DG-25009-4

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79100000 Services juridiques

Nomenclature supplémentaire (cpv): 79111000 Services de conseil juridique

5.1.3 Durée estimée

Durée : 12 Mois

5.1.5 Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre : 400,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : non

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-securises.fr>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-securises.fr/>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 05/02/2026 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 180 Jour

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué : Dans le cas où les entreprises ont présenté leur candidature sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises, l'acheteur public les informe qu'en cas d'attribution du marché à un tel groupement, il imposera, au sens des articles R 2142-22 du code de la commande publique, la désignation d'un mandataire solidaire, en vue d'avoir un responsable unique et solidaire pour l'entier marché pour la bonne exécution du marché. Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire doit ainsi obligatoirement être désigné dans l'acte d'engagement et être solidaire de chacun des membres du groupement.

Informations relatives aux délais de recours : Le règlement amiable des différends et litiges relatifs à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché se fera dans les conditions prévues au CCAG PI. En cas de litige entre les parties contractantes et à défaut d'accord amiable, le différend sera porté devant la juridiction territorialement compétente : Tribunal administratif de la Guadeloupe 34, chemin des Bougainvilliers Guillard 97100 Basse-Terre Téléphone : 05 90 81 45 38 Télécopie : 05 90 81 96 70 Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, avec remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 50

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de la Guadeloupe

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de la Guadeloupe

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0005

Titre : Prestations juridiques relevant du Conseil d'Etat, de la Cour de Cassation et du Tribunal des Conflits, et des juridictions européennes.

Description : Prestations juridiques relevant du Conseil d'Etat, de la Cour de Cassation et du Tribunal des Conflits, et des juridictions européennes.

Identifiant interne : DG-25009-5

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79100000 Services juridiques

Nomenclature supplémentaire (cpv): 79111000 Services de conseil juridique

5.1.3 Durée estimée

Durée : 12 Mois

5.1.5 Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre : 240,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : non

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-securises.fr>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-securises.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 05/02/2026 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 180 Jour

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué : Dans le cas où les entreprises ont présenté leur candidature sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises, l'acheteur public les informe qu'en cas d'attribution du marché à un tel groupement, il imposera, au sens des articles R 2142-22 du code de la commande publique, la désignation d'un mandataire solidaire, en vue d'avoir un responsable unique et solidaire pour l'entier marché pour la bonne exécution du marché. Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire doit ainsi obligatoirement être désigné dans l'acte d'engagement et être solidaire de chacun des membres du groupement.

Informations relatives aux délais de recours : Le règlement amiable des différends et litiges relatifs à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché se fera dans les conditions prévues au CCAG PI. En cas de litige entre les parties contractantes et à défaut d'accord amiable, le différend sera porté devant la juridiction territorialement compétente : Tribunal administratif de la Guadeloupe 34, chemin des Bougainvilliers Guillard 97100 Basse-Terre Téléphone : 05 90 81 45 38 Télécopie : 05 90 81 96 70 Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, avec remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 50

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de la Guadeloupe

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de la Guadeloupe

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : CA Sud Basse-Terre

Numéro d'enregistrement : 24971007000155

Adresse postale : Place du Père Magloire Rue Bébian

Ville : Basse-Terre

Code postal : 97100

Subdivision pays (NUTS) : Guadeloupe (FRY10)

Pays : France

Adresse électronique : marchessecurises@grandsudcaraibe.fr

Téléphone : +33 590996320

Adresse internet : <https://www.marches-securises.fr>

Profil de l'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

8.1 ORG-0003

Nom officiel : Tribunal administratif de la Guadeloupe

Numéro d'enregistrement : 179 710 017 00023

Ville : BASSE-TERRE

Code postal : 97100

Subdivision pays (NUTS) : Guadeloupe (FRY10)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr

Téléphone : +33 059081453

Rôles de cette organisation :

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de fiscalité, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée

Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de protection de l'environnement, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 43983fe6-9db0-4808-856e-4ed6ef86565f - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 29/12/2025 à 10:37

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 29/12/2025